

Vincent LEMIEUX

Politologue, professeur, Département de science politique,
Université Laval

(1986)

“L’État et les jeunes.”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée avec le concours de Pierre Patenaude, bénévole, professeur de français à la retraite et écrivain, Lac-Saint-Jean, Québec.
http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_patenaude_pierre.html
Courriel : pierre.patenaude@gmail.com

à partir du texte de:

Vincent LEMIEUX,

“L’État et les jeunes.”

In ouvrage sous la direction de Fernand Dumont, **Une société des jeunes ?**, pp. 325-336. Québec : Institut québécois de la culture, 1986, 400 pp.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”

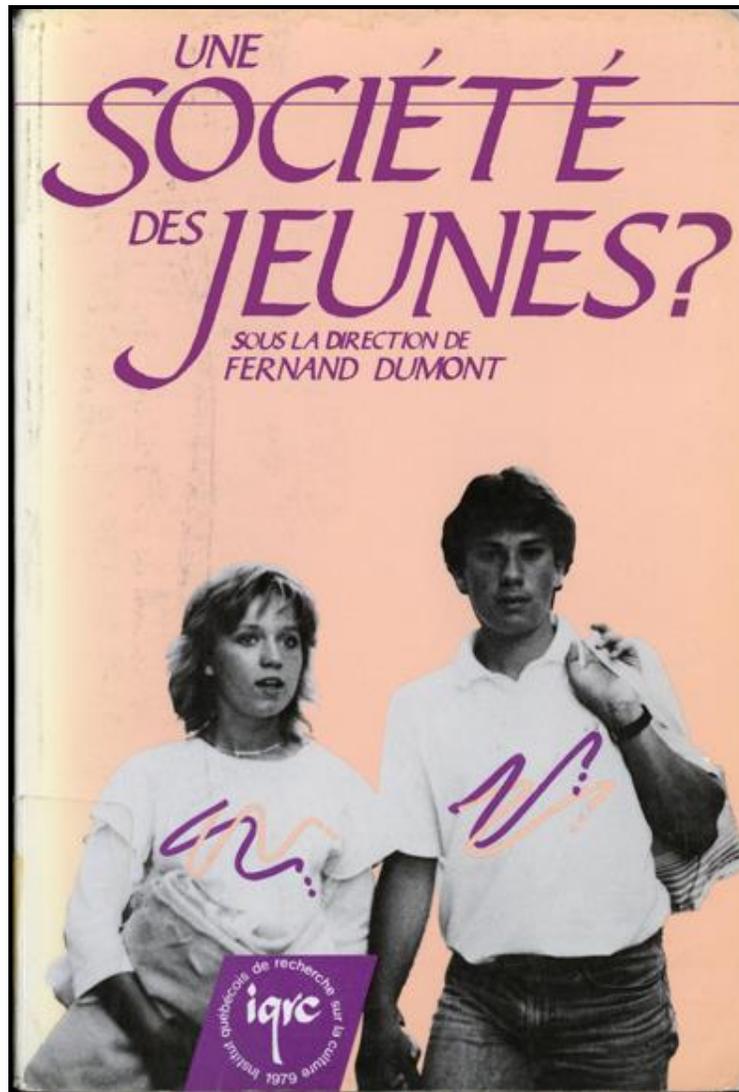
Édition numérique réalisée le 31 octobre 2021 à Chicoutimi, Québec.



Vincent LEMIEUX

Politologue, professeur, Département de science politique,
Université Laval

“L’État et les jeunes.”



In ouvrage sous la direction de Fernand Dumont, **Une société des jeunes ?**, pp. 325-336. Québec : Institut québécois de la culture, 1986, 400 pp.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[325]

Une société des jeunes ?

Quatrième partie : La participation aux projets et aux décisions

“L’État et les jeunes.”**Vincent LEMIEUX**

Dans cette communication nous étudierons la relation entre l’État et les jeunes à travers le jeu des partis politiques, dans une perspective générationnelle. Nous verrons que la participation spécifique des jeunes aux projets et aux décisions de l’État ne peut être que temporaire. En de nombreuses périodes, dont l’actuelle, les jeunes sont absents ou presque de ces projets et décisions. Nous terminerons par quelques réflexions sur la situation présente et sur celle du proche avenir.

**TROIS TYPES DE RELATIONS
À L’ÉTAT**

De nombreux travaux sur le Québec ont exploité la distinction plutôt impropre entre le « national » et le « social », en référence, d’une part, aux problèmes posés par les relations politiques externes du Québec avec son environnement, en particulier avec l’État central et, d’autre part, aux problèmes politiques internes à la société québécoise. Pour bien comprendre la relation des jeunes à l’État et les phénomènes de génération politique, il faut ajouter des relations d’un autre type, en partie indépendantes des deux autres : ce sont les relations proprement gouvernementales, par rapport aux relations extrasociétales (le « national ») et aux relations intrasociétales (le « social ») ¹.

¹ Cette division est inspirée, entre autres, de Jean-William Lapierre, dans son livre *L’analyse des systèmes politiques*. Paris, PUF, 1973.

Les relations proprement gouvernementales renvoient aux attributions positives ou négatives qui tiennent aux activités de cette organisation particulière qu'est l'appareil étatique. C'est, par exemple, l'attribution de postes dans la fonction publique, les relations de l'administration [326] avec ses publics. Les phénomènes d'honnêteté et de corruption, de bonne ou de mauvaise gestion gouvernementale appartiennent aussi à ce type. Il est évident que dans bien des cas la dimension proprement gouvernementale des activités de l'État ne peut être dissociée de la dimension extrasociétale ou de la dimension intrasociétale, mais dans les perceptions des participants tout au moins, il y a une certaine autonomie du gouvernemental. Les citoyens insatisfaits de leurs relations avec les services d'un ministère n'y voient pas nécessairement des implications extrasociétales ou intrasociétales. Les clients heureux de leur association avec un patron politique les voient encore moins. Une approche systémique de ces phénomènes ne peut manquer de poser des liens là où les participants à l'action n'en voient guère, mais il demeure que les relations à l'État de type extrasociétal, gouvernemental et intrasociétal sont des systèmes partiels doués d'une certaine autonomie.

LES PHÉNOMÈNES DE GÉNÉRATION

L'histoire politique du Québec, au cours des cent dernières années, peut être résumée sommairement par trois grands phénomènes de génération qui comportent des différences entre eux, mais aussi un certain nombre de traits communs.

À une génération libérale qui s'est formée à la fin du siècle dernier avec la montée de Laurier, a succédé au milieu des années 1930 une génération unioniste dont Duplessis fut le maître. À cette génération unioniste a succédé au tournant des années 1970 une génération péquiste, dont la vivacité semble s'être tarie récemment. Il est d'ailleurs fatal qu'une génération politique finisse par perdre de sa vigueur et soit remplacée par une autre. Mais l'émergence d'une génération nouvelle ne peut se faire qu'à certaines conditions, qui ne sont pas toujours remplies quand la génération précédente n'arrive plus à se perpétuer.

Mannheim², dans son étude classique sur le problème des générations, a montré qu'une génération se caractérise par la localisation similaire de ses membres dans un tout social. Cette localisation similaire ainsi que la conscience qui en est prise se produisent dans des périodes de déstabilisation, où des changements sociaux accélérés amènent les nouvelles cohortes d'électeurs à se définir différemment des groupes d'âge qui les ont précédées dans le temps.

[327]

Dans la suite du texte le terme de génération politique désignera l'ensemble des électeurs appartenant aux cohortes dont la majorité tout au moins relative des membres s'identifie de façon généralement intense et durable à un parti mobilisateur, qui sera nommé parti générationnel.

À l'intérieur d'une génération politique, on distinguera des couches générationnelles qui renvoient à l'étalement de la génération dans le temps. Ainsi, il a été montré³ que les électeurs nés entre 1940 et 1944 constituent une première couche de la génération péquiste, moins majoritaire que les couches générationnelles d'électeurs nés dans la deuxième moitié des années 1940 et dans les années 1950.

Les premières couches générationnelles sont mobilisées par des précurseurs, et les suivantes le sont de plus par des leaders des premières couches générationnelles. Le vieillissement des précurseurs et des premiers leaders, identifiés à la génération politique, explique, avec d'autres facteurs, qu'après un certain temps un parti générationnel cesse de mobiliser la majorité des nouveaux électeurs.

Ajoutons que les générations libérale et unioniste, qui ont précédé la génération péquiste, ont sans doute ceci de particulier que l'adhésion des jeunes au parti générationnel a été rendue possible, dans bien des cas, par le virage préalable de leurs parents. C'est du moins l'hypothèse

² Karl Mannheim, « The problem of generations », dans *Essays on The Sociology of Knowledge*, New York, Oxford University Press, 1952, p. 276-320.

³ Voir à ce propos André Blais et Richard Nadeau « La clientèle du oui » dans Jean Crête (dir.), *Comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1984, p. 326.

qu'on peut faire, étant donné ce que l'on sait du vote dans les familles il y a cinquante ou cent ans. Mais peut-être que les jeunes électeurs ont joué un rôle plus actif qu'on pense au moment du réalignement partisan de leurs parents, dans les villes surtout, lieu des mobilités horizontales et verticales propices aux changements d'identification partisane ⁴.

Quoi qu'il en soit, les conditions sont remplies à la fin du siècle dernier pour un réalignement partisan où les nouveaux électeurs en viennent à s'identifier très majoritairement au Parti libéral. Le Parti conservateur qui a gouverné le plus souvent depuis la Confédération apparaît usé sur le plan gouvernemental, d'autant plus qu'il est affligé par de continuelles dissensions internes. Sur le plan extrasociétal la pendaison de Riel et la question des écoles du Manitoba détournent du Parti conservateur des électeurs mobilisés par Mercier puis par Laurier, figures « nationales » bien plus imposantes que celles des chefs conservateurs. Sur le plan intrasociétal enfin, les transformations structurelles de l'économie et les difficultés conjoncturelles du début des années 1890, jointes à un certain dédouanement du Parti libéral auprès de l'Église, grâce à Laurier, ne peuvent manquer d'attirer les [328] nouveaux électeurs — et les autres — vers le Parti libéral. Aux élections de 1897, le parti obtient la faveur des jeunes, dont plusieurs sont regroupés dans des clubs libéraux qui font de l'action politique à travers le Québec ⁵.

La génération libérale, qui a émergé dans les années 1880 avec le Parti national de Mercier, semblait être arrivée à son terme au début des années 1910, avec la défaite de Laurier (en 1911). Mais l'imposition de la conscription par le Parti conservateur fédéral allait réalimenter l'aversion de la majorité des électeurs du Québec, et en particulier des jeunes, envers ce parti. Le Parti libéral en profita pour prolonger sa domination jusqu'au milieu des années 1930.

En ces années toutes les conditions sont à nouveau réunies pour qu'apparaisse une nouvelle génération politique. Le gouvernement libéral est accusé de corruption et le célèbre comité des comptes publics

⁴ À ce propos on pourra lire, entre autres, Henry W. Riecken, « Primary groups and political party choice », dans Eugene Burdick et Arthur J. Brodbeck (éd.), *American Voting Behavior*, Glencoe, The Free Press, 1959, p. 162-183.

⁵ Ce fait est signalé dans Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec*, tome I, Montréal, Leméac, 1970, p. 87.

vient dramatiser ces accusations. L'entourage du premier ministre Taschereau est mis en cause. La crise économique qui sévit depuis le début des années 1930 fait que les conditions intrasociétales du réalignement partisan sont également remplies. Enfin, la dimension extrasociétale n'est pas prédominante, dans un premier temps, même si l'Action libérale nationale porte des revendications de cet ordre, mais elle le deviendra à l'occasion des élections de 1939 et de 1944. Cette dernière élection viendra consacrer le réalignement et le remplacement de la génération libérale par une génération unioniste qui semble avoir attiré à elle la majorité des nouveaux électeurs jusqu'au début des années 1950⁶.

Les élections provinciales de 1960 et de 1962 manifestent la montée d'une nouvelle génération dans des conditions qui, à nouveau, sont favorables au réalignement. Le gouvernement de l'Union nationale apparaît comme corrompu, par des pratiques excessives de patronage, aux yeux des nouveaux jeunes électeurs. La fin des années 1950 et le début des années 1960 sont les premières années de récession, après la prospérité des années d'après-guerre. Comme plusieurs auteurs⁷ l'ont montré, la société québécoise est aussi travaillée à ce moment par des changements structurels irréversibles, sous l'effet conjugué de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la scolarisation. Le nationalisme de l'Union nationale apparaît trop négatif et mal ajusté aux exigences d'un gouvernement moderne.

Ce n'est toutefois pas le Parti libéral qui allait profiter de l'appui de la nouvelle génération. Dès 1966 plusieurs jeunes appuyaient le RIN⁸ [329] et, à partir de 1970, le Parti québécois allait mobiliser les nouveaux électeurs, surtout les plus instruits, et ce jusqu'au début des années 1980⁹.

⁶ L'absence de sondages électoraux, à cette époque, rend toutefois cette affirmation discutable.

⁷ Voir en particulier les études rassemblées dans Jean-C. Falardeau (dir.), *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, PUL, 1953.

⁸ Un sondage, dont la validité est toutefois douteuse, fait en 1966 pour le compte du Parti libéral par la Société de mathématique appliquée, indiquait que 25 % des étudiants avaient l'intention de voter pour le RIN.

⁹ À ce propos voir Blais et Nadeau, « La clientèle du oui ».

Cette capacité de mobilisation s'est tarie depuis quelques années. Les conditions semblent remplies pour l'apparition d'une nouvelle génération politique : discrédit de l'action gouvernementale, remise en question du nationalisme québécois, changements de société qui affectent tout particulièrement les jeunes. Mais ni le Parti libéral, ni les petits partis existants apparaissent capables, actuellement, de devenir le véhicule d'une génération politique nouvelle ¹⁰.

Avant de nous interroger sur l'avenir, nous allons voir comment le rapport des jeunes à l'État varie selon les phases traversées par les générations politiques.

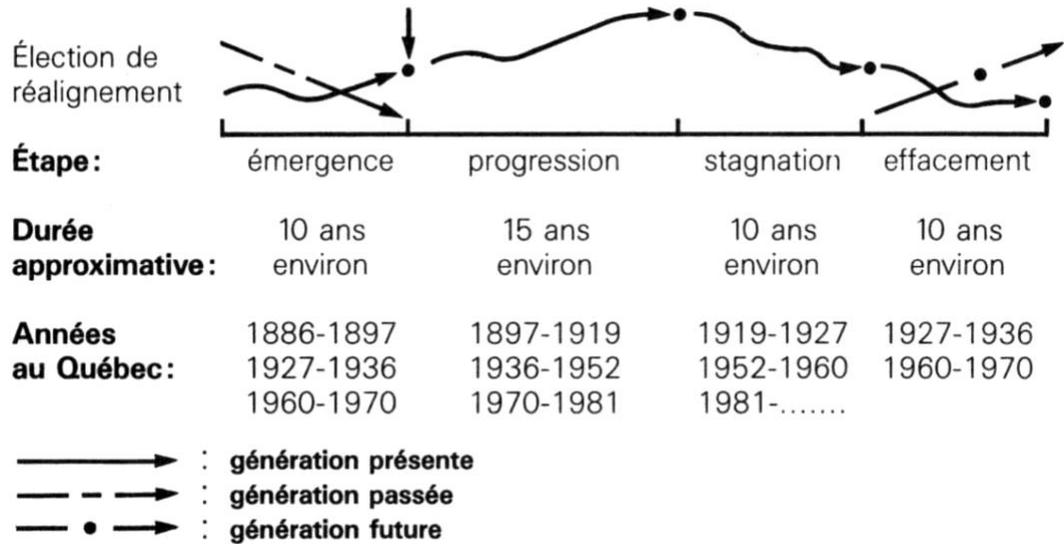
LES ÉTAPES GÉNÉRATIONNELLES

On peut distinguer trois phases dans les cycles générationnels. Par ailleurs une génération politique donnée traverse deux fois la première de ces phases, une première fois à son début et une seconde fois à sa fin : il y aurait donc quatre phases dans la « vie » d'une génération, comme le montre le Graphique 1 : celle de l'émergence, celle de la progression, celle de la stagnation et celle de l'effacement.

¹⁰ C'est l'occasion d'insister sur la nécessité de l'existence d'un parti mobilisateur pour qu'une nouvelle génération politique prenne forme.

GRAPHIQUE I

Les quatre étapes traversées par une génération politique, leur durée approximative, et leur application à l'histoire politique du Québec



[330]

Ce graphique un peu simplificateur exige un certain nombre de précisions :

1. De façon générale le graphique exprime la capacité de mobilisation d'un parti ou d'un groupe de partis « générationnels » auprès des jeunes électeurs. C'est par exemple le Parti conservateur et l'Action libérale nationale, puis leur fusion en l'Union nationale de 1927 à 1936 à l'étape de l'émergence, l'Union nationale étant le parti mobilisateur aux étapes subséquentes.

2. Les étapes sont définies par les années d'élections générales, même si les années pertinentes pour ce qui est de la mobilisation sont peut-être autres. Par exemple, il est bien possible que l'Union nationale ait continué de faire des progrès dans la mobilisation des jeunes électeurs jusqu'au milieu des années 1950, et non seulement jusqu'en 1952. Il semble toutefois que 1952 marque un temps d'arrêt à cet égard et appartienne déjà à la phase de la stagnation.

3. Le point charnière entre l'étape de l'émergence et celle de la progression est celui d'une élection de réalignment, c'est-à-dire d'un changement structurel durable dans les allégeances partisans. Un certain accord existe pour considérer que depuis 1867 il y a eu trois élections de réalignment au Québec : 1897, 1936 et 1970 ¹¹.

4. Le nombre d'années compris dans chacune des étapes est évidemment approximatif, d'autant plus que les frontières définies par les années d'élections sont discutables. Au total le cycle d'une génération politique s'étend sur une époque de 30 à 40 ans. Ce qui indiquerait que la prochaine élection de réalignment, au Québec, ne viendrait pas avant le début du siècle prochain et que l'émergence d'une nouvelle génération politique n'arriverait pas avant les années 1990.

5. La durée des étapes est variable, à cause surtout des variations de la conjoncture politique (les effets de période, en analyse générationnelle ¹²). Les deux guerres mondiales, en particulier, ont affecté le déroulement des cycles générationnels : la première a contribué à prolonger bien au-delà de quinze ans la progression de la génération libérale, et la deuxième a freiné momentanément celle de la génération unioniste. Le graphisme « ondulé » des étapes indique justement que ces phénomènes de conjoncture peuvent expliquer des déviations temporaires par rapport à la tendance générale.

¹¹ C'est du moins la conclusion à laquelle arrivent Jean Crête, Hélène Gaboury et Françoise Ouellet dans leur communication « Changements électoraux et politiques », présentée au congrès annuel de l'Association canadienne de science politique, à Montréal, le 2 juin 1985. Sur l'élection de 1970 comme élection de réalignment, voir Vincent Lemieux, Marcel Gilbert et André Blais, *Une élection de réalignment*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1970.

¹² Sur cette notion voir, entre autres, Vincent Lemieux, Réjean Landry et Jean Crête, « Les générations politiques au Québec » dans Kenneth C. Courtis *et al.*, (dir.), *Socialisations et idéologies, approches nouvelles et recherches récentes*, Cahier du Laboratoire d'études politiques et administratives, Université Laval, mai 1983, p. 121-140.

[331]

LES VARIATIONS DANS LE RAPPORT DES JEUNES À L'ÉTAT

Le rapport des jeunes à l'État varie, évidemment, avec les étapes de la mobilisation, comme on peut le montrer brièvement à propos des générations libérale, unioniste ou péquiste qui se sont succédé au Québec depuis 1897.

À l'étape de l'émergence, le parti mobilisateur de la génération précédente n'arrive plus à convaincre un bien grand nombre de nouveaux électeurs de l'appuyer. Ce fut manifestement le cas de l'Union nationale dans les années 1960. Des jeunes de plus en plus nombreux se portent vers la parti de la génération nouvelle ; ils n'occupent pas de postes de direction sur la scène politique, mais ils sont très actifs dans le parti ou dans des groupes qui en sont proches. Cela se produit à la fin du XIX^e siècle, comme il a été noté plus haut, mais aussi dans les années 1930, à l'occasion de la crise économique, ainsi que dans la deuxième moitié des années 1960, autour du RIN puis du Parti québécois. Dans cette phase la participation à la politique est relativement grande — en réaction contre la génération précédente — mais la participation à l'État est relativement faible.

L'étape suivante est celle de la progression. Le parti de la génération montante mobilise une proportion de plus en plus grande de nouveaux électeurs. Les premiers supporters du parti, qui ont de 30 à 50 ans à l'époque de la progression, occupent des postes de commande dans le parti, au gouvernement ou dans l'administration. Cette participation culmine à la fin de l'étape de la progression, soit les années 1910 dans le cas de la génération libérale, la fin des années 1940 dans le cas de la génération unioniste et la fin des années 1970 dans le cas de la génération péquiste. La participation à la politique de la part des diverses couches générationnelles demeure relativement élevée, et la participation à l'État l'est également, à la différence de la période précédente.

Cette participation à l'État demeure élevée dans la phase de la stagnation, soit que le parti de la génération présente demeure au gouvernement, soit que les différentes couches générationnelles continuent d'occuper les postes de direction dans l'appareil administratif et dans les organismes autonomes. Mais la participation à la politique, entendue comme compétition entre les partis et les autres groupes qui se définissent par rapport aux partis, perd de sa vigueur. En particulier les couches de nouveaux électeurs qui continuent d'opter pour le parti de la génération présente ne sont plus très actifs en [332] politique, ni quantitativement, ni qualitativement. C'est un des problèmes du Parti québécois depuis la victoire de 1981.

Dans la dernière étape, celle de l'effacement, qui marque la fin d'une génération mais aussi l'émergence d'une génération nouvelle, la génération présente devient de moins en moins active dans l'appareil étatique et dans la compétition politique. Le parti générationnel peut arriver à se maintenir au gouvernement, comme ce fut le cas du Parti libéral, de 1927 à 1936, ou encore il peut y revenir pour de derniers mandats, comme le firent le Parti conservateur, de 1891 à 1897, et l'Union nationale, de 1966 à 1970. Il demeure que par rapport aux étapes précédentes la participation à l'activité étatique est relativement faible.

Le Tableau 1 résume les caractéristiques de la participation des couches générationnelles à chacune des quatre étapes qui ont été distinguées.

Tableau 1

La participation relativement grande (+) ou relativement faible (-) des couches générationnelles à la politique et à l'État, à chacune des quatre étapes du cycle générationnel

Étapes	Participation des couches générationnelles à la politique	Participation des couches générationnelles à l'État
Émergence	+	-
Progression	+	+
Stagnation	-	+
Effacement	-	

Pour ce qui est plus particulièrement des jeunes, c'est aux étapes de l'émergence et de la progression que leur participation à la politique est la plus élevée, alors que leur participation à l'État n'est importante, éventuellement, qu'à l'étape de la progression.

Encore y a-t-il des différences à cet égard entre les partis générationnels. L'Union nationale, formée par la fusion et du « vieux » parti conservateur et du « jeune » parti de l'Action libérale nationale a fait moins de place aux jeunes dans l'État que le Parti québécois. D'autant moins que la tendance conservatrice, représentée par Duplessis, l'a emporté sur la tendance libérale nationale représentée par Gouin.

[333]

La comparaison entre le premier cabinet Duplessis, en 1936, et le premier cabinet Lévesque, en 1976, est intéressante à cet égard. Quinze ministres font partie du premier cabinet Duplessis, contre vingt-quatre dans le premier cabinet Lévesque. En 1976, la moitié des ministres ont moins de 40 ans, alors qu'en 1936 le cinquième seulement des ministres appartiennent à cette classe d'âge. À l'autre extrémité, un sur cinq des ministres de Duplessis a 55 ans ou plus, alors qu'aucun des ministres de Lévesque se retrouve dans cette catégorie. La moyenne d'âge des ministres de 1936 est de 49 ans, celle des ministres de 1976 n'est que de 42 ans ¹³.

RÉFLEXIONS FINALES

Si l'approche générationnelle qui a été proposée ici est exacte, elle n'annonce rien de très réjouissant pour les jeunes d'ici les cinq ou dix prochaines années. Nous serions actuellement, pour quelques années encore, dans la phase dite de stagnation, où le parti de la génération présente, le Parti québécois, a cessé depuis cinq ans environ de mobiliser la majorité des nouveaux électeurs, sans que le parti de la

¹³ Ces compilations ont été faites par Serge Robitaille dans le cadre d'une recherche sur les générations de décideurs au Québec.

génération future émerge encore. Autrement dit, nous traversons une période comparable aux années 1920 et aux années 1950.

Comme le montre le Tableau 1, la phase de la stagnation se caractérise par une participation relativement faible des couches générationnelles, et plus particulièrement des jeunes, à la politique. La participation des couches générationnelles à l'État est relativement grande, mais il s'agit des couches premières de la génération présente et non des couches nouvelles, c'est-à-dire des jeunes. Ces deux caractéristiques décrivent assez bien la situation actuelle.

Il est difficile de prévoir quel parti succédera au Parti québécois comme parti mobilisateur de la génération future. Nul n'aurait pu prévoir dans les années 1920 que ce serait l'Union nationale, parti de l'alliance entre les conservateurs et de jeunes libéraux dissidents. Nul n'a prévu dans les années 1950 que ce serait le Parti québécois, formé à l'origine de libéraux dissidents (encore une fois...) et d'éléments nationalistes du Ralliement national (R.N.), avec en plus l'apport du Ralliement pour l'indépendance nationale (RIN).

Instruit par les expériences passées, on peut faire l'hypothèse qu'un des deux grands partis actuels sera partie prenante au mouvement d'où sortira le parti de la génération nouvelle, comme le fut le cas du [334] Parti libéral dans les années 1890, et des éléments dissidents en son sein, dans les années 1930 puis dans les années 1960. Selon l'approche générationnelle, le parti de la génération future se définirait aussi contre la formule de gouverne du parti de la génération précédente. Il serait donc non nationaliste et non interventionniste. À moins que, comme dans les années 1960, un des deux éléments de la formule soit récupéré, en l'occurrence le nationalisme, et que se forme une espèce de nouvelle Union nationale, combinant la foi nationaliste avec le parti pris pour le secteur privé.

Ce ne sont là que spéculations, qui seront probablement contredites par les jeux toujours imprévisibles de la politique. Ce qui importe pour les jeunes en quête d'une nouvelle formule n'est pas d'attendre qu'elle arrive mais de participer malgré tout aux jeux politiques qui lui donneront forme. Ils pourront en cela s'inspirer de Max Weber, qui écrivait à la fin d'une conférence sur le métier et la vocation d'homme politique :

La politique consiste en un effort tenace et énergique pour tarauder des planches de bois dur. Cet effort exige à la fois de la passion et du coup d'œil. Il est parfaitement exact de dire, et toute l'expérience historique le confirme, que l'on n'aurait jamais pu atteindre le possible si dans le monde on ne s'était pas toujours et sans cesse attaqué à l'impossible. [...]. Celui qui est convaincu qu'il ne s'effondrera pas si le monde, jugé de son point de vue, est trop stupide ou trop mesquin pour mériter ce qu'il prétend lui offrir, et qui reste néanmoins capable de dire « quand même ! », celui-là seul a la « vocation » de la politique ¹⁴.

[335]

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[336]

¹⁴ Max Weber, « Le métier et la vocation d'homme politique » dans *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, p. 200-201.